

## Actions et acteurs du contre-pouvoir Bilan critique et perspectives

par Jean Blairon et Emile Servais

Les travaux récents de Jean-Pierre Le Goff consacrés au succès ambigu de la thématique du harcèlement moral, aux conflits sociaux de grande ampleur qu'a connus la France (notamment en 2003), au rejet français du Traité relatif à la constitution européenne, au bilan de la gauche française, à l'analyse du pouvoir dans les démocraties ou à l'héritage laissé par le mouvement de mai 68 permettent de tenter de systématiser une série de questions relatives aux actions et acteurs du contre-pouvoir dans les sociétés européennes.

Pour effectuer une telle tentative, nous partirons de l'analyse que le sociologue opère des conflits ou interventions qui ont concerné les enjeux sociaux relatifs au travail.

Ensuite, nous montrerons que son analyse de ce type de conflits peut être considérée comme une métonymie de la manière dont on peut aborder l'action de la société sur elle-même.

Enfin, cet examen nous permettra de mettre en lumière quelques points critiques pour les acteurs du contre-pouvoir.

### UNE MATRICE POUR UN BILAN CRITIQUE

Nous trouvons dans les travaux de Jean-Pierre Le Goff relatifs aux évolutions qui frappent le monde du travail <sup>1</sup> une sorte de matrice pouvant servir de guide à une analyse réflexive sur le contre-pouvoir.

Trois critiques majeures sont opérées par lui à propos de la manière dont les conflits sociaux récents ont été menés ou les analyses critiques, opérées.

### *L'insuffisance de prise en compte des causes profondes du malaise ou du problème*

Jean-Pierre Le Goff estime que les transformations objectives du marché du travail (concurrence des pays où la main-d'oeuvre est moins chère, chômage de masse, transformation en partie utopique de l'activité industrielle en activités de services<sup>2</sup>) n'expliquent pas tout. Une dimension subjective majeure doit être prise en compte.

Peut-être peut-on on la spécifier globalement comme une **privation ou une confiscation de sens**.

Nous assistons en effet dans le monde du travail

- à une destruction des codes d'honneur propres au métier<sup>3</sup>;
- à une invasion de la partie non contrainte du travail qui appartient aux ouvriers (par exemple de sa dimension de sociabilité libre)<sup>4</sup>,
- à une perte de la dimension collective et solidaire (les rapports de coopération dans l'exercice de la tâche).

Cette privation de sens ne semble combattue par personne. Serait-ce faute de poser le problème au bon niveau ?

### *La non identification de la nature de l'adversaire*

Les problèmes évoqués précédemment sont les conséquences d'un management moderniste qui consacre :



- la fuite en avant en dehors de toute signification précise (le bougisme);
- la prétendue adaptation forcée aux contraintes externes (de la mondialisation, du client);
- le non-choix qui tient lieu de projet (« on n'a pas le choix, il faut foncer »);
- le défaussement des responsabilités de la hiérarchie sur l'individu (via l'auto-contrôle demandé au travailleur notamment<sup>5</sup>);
- l'exigence de performance sans faille qui confronte chacun à une logique d'insuffisance destructrice.

Identifier ce vecteur de pouvoir est certes indispensable, encore faudrait-il se demander sur quoi repose son succès : est-il une « créature » (au sens de Callon, soit une invention de laboratoire) qui échappe à son créateur, comme dans le mythe de Frankenstein, ou est-ce au contraire le cheval de Troie d'une force qui ne dit pas son nom ou ne montre pas son visage ?

La question est d'autant plus importante qu'il semble ne pas avoir de différence majeure entre le management moderniste et les « curieuses façons de gouverner » qui se sont développées depuis les années 80, à droite comme à gauche : la manière dont en parle Jean-Pierre Le Goff correspond trait pour trait aux pratiques du management moderniste<sup>6</sup> : sémiotique de la fuite en avant et de l'adaptation contrainte à la mondialisation, langage caoutchouc, règne de la « com », défaussement de responsabilité des élites, etc.

« La construction de l'Union européenne n'a pas ainsi échappé à la représentation d'un mouvement indéfini, sans but ni sens, devenant à lui-même sa propre fin, sans repères stables où s'accrocher, ouvert sur un avenir porteur de possibles régressions. » (« Le malaise... », p. 49)

## *Les ambiguïtés ou les insuffisances de la critique*

Pour J.-P. Le Goff, la critique sociale souffre de plusieurs faiblesses, dont la source est souvent l'héritage impossible de 68.

« Dans le vide politique existant, la mobilisation qui s'est opérée autour du thème du harcèlement fait apparaître l'influence d'une « gauche moralisatrice » et sa capacité à brouiller le débat ». (« Que veut dire...,1 » p. 142)

Les faiblesses qui sont reprochées à ce courant sont essentiellement :

- une attitude **radicale irresponsable**, manifestée par exemple dans la définition d'objectifs délimités sans se soucier du reste de la société ou de la crédibilité des alternatives;
- le déploiement d'un **moralisme dénonciateur** (qui accuse les partis traditionnels de « trahison » et de « renoncement ») centré sur une attitude victimaire qui exige des droits pour tout et n'importe quoi.

« (...) la montée d'une posture individualiste de la victime ayant des « droits à », posture entretenue par le néo-gauchisme. Les individus ont tendance à soupçonner d'emblée chez ceux qui les dirigent une volonté masquée de les manipuler, tout en exigeant d'eux qu'ils répondent au plus vite à leurs besoins et les protègent, ce qui rend l'exercice de toute responsabilité particulièrement difficile. » (« Hypothèses.. p. 24)

La radicalité ou la publicité que se donnent ces conflits, ou la manière dont les médias les traitent peuvent en outre faire croire « que c'est reparti comme avant », mais ce **placage sur des références anciennes** (comme la force du mouvement ouvrier) conduit surtout à faire l'économie de l'analyse et de la reconstruction.



« Une grande partie de la gauche journalistique a le plus grand mal à se débarrasser d'un imaginaire post-soixante-huitard qui est rapidement passé de la mythologie du prolétariat à un gauchisme culturel de bon aloi » (« Le malaise... » p. 53)

Ces attitudes **renforcent les effets de la fuite en avant** moderniste plutôt qu'elles ne le combattent.

« La dénonciation du harcèlement moral fait sauter les différences entre le privé et le public, réduit les rapports sociaux à de purs rapports de force individuels débarrassés de leur oripeaux collectifs et institutionnels. Du même coup, sont levées les barrières qui pouvaient contenir ou empêcher l'agressivité de s'attaquer très directement à la personnalité et à la vie privée. Et c'est précisément de cette façon – en ramenant le social à une relation entre individus désarticulés d'une référence commune intériorisée – que la dénonciation du harcèlement moral et la victimologie dont elle se réclame participent d'un processus de désagrégation en même temps qu'elle lui sert d'infirmier social. » (Que veut dire...2 », p. 116)

Est-ce à dire que le concept de mouvement social soit à ranger au magasin des accessoires ?

Jean-Pierre Le Goff semble à ce sujet renvoyer dos à dos les deux interprétations antagonistes qui sont celles de Touraine et de Bourdieu : pour le premier, le mouvement social impose un conflit centré sur l'interprétation du modèle de développement (mais Touraine s'épuiserait à chercher les traces d'un tel conflit dans des luttes culturelles) ; pour le second, le mouvement social est un « tout mêlé » de résistances contre le néo-libéralisme, ce qui permet, selon Le Goff tous les amalgames et toutes les approximations.

## PRENDRE MIEUX EN COMPTE LA CRISE CULTURELLE

Il semble clair pour Jean-Pierre Le Goff que ce bilan débouche sur la nécessité de revoir la manière « de poser les problèmes politiques et culturels à partir de l'économico-social. (...) La politique, la culture et la loi ne sont pas une sorte de superstructure ou de simples leviers dans la lutte contre les inégalités. Elles ont des dimensions et des finalités propres qui expriment une façon dont une société se représente comme collectivité historique et sujet collectif capable d'agir sur soi et dans le monde. » (« Où va la gauche... »<sup>7</sup>, p.14.)

Peut-être peut-on nommer à partir de ses travaux trois enjeux pour une telle révision de fond.

### *Un enjeu de représentation*

Pour le sociologue, il importe en effet de sortir d'une logique du présent coupé de son passé et se contentant d'en appeler au mouvement ; il faut contextualiser et référer au passé pour construire une représentation claire de l'avenir :

« La vitesse des changements dans tous les domaines allant en s'accélégrant, la course pour rattraper le retard paraît sans fin, laissant en arrière les catégories sociales les plus vulnérables . Coupée d'un passé jugé obsolète et incapable de tracer un avenir positif, la temporalité de la réforme semble aujourd'hui s'emballer dans le vide, entraînant une partie de la société dans un activisme forcené, tandis que l'autre ne parvient pas à trouver sa place et ne se reconnaît pas dans un monde qui paraît livré au chômage et au chaos. » (« Le malaise... », p. 51)



## *Un enjeu d'analyse*

Pour le public ouvrier et populaire ainsi que pour ses représentants, il importe de ne pas se laisser voler le sens de la pratique, de remettre en avant des modèles partagés et négociés dans des cadres communs, de mieux ancrer la question de l'égalité dans un projet collectif.

« (...) l'idée selon laquelle la sphère économique et sociale constitue le fondement d'un changement radical de société ne me paraît plus porteuse d'avenir. Sur ce point, l'idéologie libérale et une partie du courant « anti-mondialisation » constituent les deux faces d'un économisme qui continue de véhiculer cette idée et brouille la perspective. La lutte contre les inégalités ne peut plus suffire à définir une identité de gauche. L'idée n'a de sens que si elle est réinscrite dans un projet global dont les dimensions politiques et culturelles sont essentielles. Pourquoi lutter contre les inégalités ? Quel contenu donner à la notion d'égalité ? L'invocation mécanique de l'objectif ne répond pas à la question. »

(« Où va la gauche... » p. 14)

## *Un enjeu de critique*

Il s'agit aussi de dénoncer l'imposition au public populaire ou précarisé des modèles de la classe moyenne qui ont toujours tendance à se présenter comme « naturels » ou « allant de soi » et constituent ainsi de véritables « machines de guerre » contre le monde ouvrier ou la situation des groupes précarisés.

« Dans le rapport au travail on ne saurait nier les différences d'intérêts des classes sociales et leur culture spécifique. Il peut paraître louable de vouloir préconiser le développement des activités citoyennes, de loisir et de culture face à la valeur « travail », mais encore s'agit-il de ne pas ériger ce qui appa-

raît comme un mode de vie valorisé par les couches moyennes supérieures en modèle hégémonique, reproductible comme tel par toutes les couches de la société. (...) Décréter la fin du travail, c'est développer une utopie stérile qui favorise le développement du désarroi dans les milieux ouvriers et populaires. » (« Hypothèses... » p. 22)

Serait-il correct de dire dans ce cadre qu'il convient de **sortir la critique sociale du seul registre de l'authenticité** identifiée par le radicalisme néo-gauchiste au rejet du capitalisme ?

Ne faudrait-il pas en **revenir à une critique qui s'exprime aussi en termes d'exploitation et d'aliénation** ?

Un pas en ce sens pourrait être effectué si on identifie avant que l'économie de la société de l'information a besoin d'une ressource centrale nouvelle qui est le **capital culturel**.

De la même façon que le mouvement ouvrier a pu revendiquer que le capital (économique) c'était aussi, de manière déterminante, ses bras, ne faudrait-il pas remarquer que le capital culturel est aussi produit massivement par une partie du secteur public et du secteur associatif, ce dernier ne voyant ni sa contribution reconnue ni sa rétribution évaluée à sa juste valeur ?

Et de la même façon que la tendance du capitalisme à l'accumulation illimitée a pu mettre en danger les ressources matérielles de la planète, n'est-il pas temps de reconnaître qu'une menace du même type pèse sur le capital culturel ?

A ce titre la privation et la confiscation du sens que nous évoquons ci-dessus ne représentent-elles pas une exploitation d'un nouveau genre : ne sont-ce pas les logiques d'honneur, l'investissement de sens, les logiques de





sociabilité et de coopération qui assurent la réussite de la production des biens et services au moins autant que la gestion prétendument scientifique inspirée du management moderniste ?

Et la non-reconnaissance de la contribution de ce que d'aucuns appellent un « tiers-secteur » ne correspond-elle pas à une nouvelle figure de l'aliénation, portant moins sur la manipulation des besoins aux fins de développer la consommation que sur le déni de contribution au développement de la société ?

## AFFRONTER LA CRISE DES MÉDIATIONS

La question des médiations et de la représentation des intérêts des travailleurs et du public populaire est directement liée au thème que nous venons d'évoquer.

***Jean-Pierre Le Goff évoque ainsi la fragilité nouvelle du syndicalisme, ainsi qu'une forte tendance à la désintermédiation.***

La gauche moralisatrice revendicatrice des droits des victimes déplace de fait le centre de gravité de l'action vers l'individu, non sans glissements importants :

« Cette référence au tiers semble s'inscrire dans une conception traditionnelle de la justice alors qu'elle la subvertit de l'intérieur en déplaçant le centre de gravité vers l'individu souffrant et en faisant du tiers un instrument à son service. Le droit n'est plus considéré comme une référence qui symbolise la prééminence d'un ordre commun sur les désirs individuels, mais l'instrument qui permet de se faire reconnaître comme victime et d'exiger réparation. Psychologisation et instrumentalisation vont de pair, thérapeutes et juristes spécialisés encadrant le processus. » (« Que veut dire... », 2, p. 101)

***Autre point à traiter, la manière dont le relais pourrait se faire entre action syndicale et action associative :***

« Autre défi à relever et qui ne l'est pas : la relève de la médiation syndicale par la médiation associative dans ses liens avec les médias. » (« Où va la gauche... », p. 14)

L'ambiguïté de certaines associations, comme les associations de victimes ou les associations qui promeuvent l'activité contre le travail, comme nous l'avons vu ci-dessus, ne rendent évidemment pas la question d'un tel relais simple à traiter.

Le rôle de propagation des nouvelles vulgates joué parfois par les associations ne conduit-il pas à les cantonner dans un rôle second et secondaire ?

Ne produisent-elles pas de manière importante le capital culturel comme nous l'avons vu, ne constituent-elles pas un employeur central (en Région wallonne le secteur dit « non marchand » représente plus de 40 % de l'emploi), ne sont-elles pas porteuses aujourd'hui d'une partie au moins de la critique sociale, politique et culturelle : autant de facteurs qui ont pu conduire certains à présenter le secteur des associations comme un « tiers secteur », dans une analogie évidente avec le Tiers-Etat.

## RECONSTRUIRE LA DÉMOCRATIE

Plus largement, il convient de soutenir la démocratie en se protégeant de ses dérives « post-totalitaires »<sup>8</sup>. La démocratie est en effet un régime qui consacre une représentation de la société comme capable de s'auto-déterminer, de douter, d'agir sur elle-même. L'Europe est ainsi « le continent de la vie interrogée » (« Le malaise..., p. 55).

Par une sorte de filiation paradoxale, le totalitarisme a voulu fermer cette ouverture au



nom d'un absolu immanent (la race des seigneurs, le prolétariat...).

Aujourd'hui, les modes de gouvernement décrits plus haut ont malheureusement plus d'un point commun avec des fonctionnements totalitaires, mais il ne s'agit pas de ceux que la critique de la gauche radicale met en avant (elle amalgame tout pouvoir avec une dictature et toute dictature avec le totalitarisme).

L'interrogation permanente comme régime a au contraire besoin de cadres clairs, de pouvoirs assumés pour pouvoir s'exercer. Nous en sommes loin avec ce qu'on peut désigner comme un « gouvernement par l'anomie » « provoquant sur le plan collectif des ruptures de la « solidarité organique » et sur le plan individuel démoralisation et désarroi » (« Que veut dire...2 », p. 115). Comment éviter l'anomie et assurer une participation à l'interrogation et à l'action de la société sur elle-même ?

## COMMENT SORTIR DE LA CRISE DU CONTRE-POUVOIR ?

Jean-Pierre Le Goff propose un programme de base :

« Elaboration d'un projet politique national intégrant pleinement la poursuite de la construction de l'Union européenne à partir des peuples et de leurs représentants; mise en place d'un néo-protectionnisme européen permettant le développement d'une concurrence équitable à l'extérieur et à l'intérieur de l'Union; politique d'emploi et de solidarité de grande ampleur en direction des couches sociales dé-

favorisées ; reconstruction de l'école et relance de la promotion sociale permettant aux élites issues du peuple d'accéder aux postes de responsabilité. » (« Le malaise... », p. 57)

Un tel programme rencontre une série de défis que nous venons d'évoquer, comme celui d'une articulation et d'une alliance entre les forces vives qui ont fait le succès de la gauche (compte tenu du fait que le public populaire n'a pas disparu, même si la gauche s'en est coupée d'après l'auteur) et celles qui se font porteuses des nouvelles questions politiques et culturelles.

Les voies et moyens d'une telle articulation semblent toutefois tout entières à inventer :

« La gauche ne peut évacuer la question : qu'en est-il de l'état des « forces vives », de leurs ressources internes qui, au sein de la société (syndicats, associations, mouvements d'éducation populaire...), ont constitué le terrain sur lequel la gauche s'est développée ? Il me semble en tout cas que les idéaux premiers de l'éducation populaire redeviennent fortement d'actualité si l'on entend sortir de la simple protestation ou de la dénonciation victimaire pour développer une citoyenneté éclairée. De nouvelles articulations sont à penser entre le champ intellectuel et politique, entre les acteurs sociaux et hommes politiques qui respectent la spécificité et l'autonomie de chacun des pôles. »

(« Où va la gauche... », p. 21)



## NOTES

<sup>1</sup> Outre ses ouvrages bien connus consacrés à la critique du management moderniste, Jean-Pierre Le Goff a mené deux longues études à propos du livre à succès de M.-F. Hirigoyen consacré au harcèlement moral: « Que veut dire le harcèlement moral » et a réalisé une analyse des grèves et conflits sociaux de 2003 en France « Hypothèses pour comprendre le chaos ambiant ». Ces deux textes ont été publiés dans *Le Débat*. Nous les spécifions dans la suite de ce texte sous une forme abrégée : « Que veut dire...1 (ou 2) » et « Hypothèses... ».

<sup>2</sup> « Le passage du travail industriel à des emplois de service, fût-ce au prix de multiples stages de formation, ne va pas de soi et il entérine, sans grand débat, le déclin industriel du pays. » (« Le malaise français dans le miroir de l'Europe », *Le Débat*, p. 48)- Texte indiqué ensuite comme « Le malaise... ».

<sup>3</sup> « une logique de l'honneur qui, comme l'a fort bien souligné Phikippe d'Iribarne, dicte à chaque groupe professionnel, en France, un sens du devoir. » (« Hypothèses... », p. 19)

<sup>4</sup> « Les ateliers et les bureaux demeurent des lieux de libre sociabilité (...) Face aux normes du travail productif, les salariés reconstituent ainsi leur propre espace de liberté

et font du lieu de travail autre chose qu'un lieu contraint. Ces rapports professionnels et sociaux déterminent ce qu'on appelle « l'ambiance », facteur clé de l'attachement au travail, nonobstant la nature des tâches effectuées. » (« Hypothèses... », p. 18)

<sup>5</sup> « Les évaluations et les bilans dans tous les domaines jouent comme des diagnostics thérapeutiques qui confrontent l'individu à une image affaiblie de lui-même. Les normes sociales ne s'affichent plus comme telles et l'écart par rapport à ces normes semble provenir de ses propres déficiences. » (« Que veut dire...2, p. 113)

<sup>6</sup> On se souvient d'ailleurs que L. Boltanski et E. Chiapello ont cru trouver dans la littérature du management des années 90 le texte inspirateur du « nouvel esprit du capitalisme »; pour ces auteurs, toutefois, ce nouvel esprit est apte à présenter un univers de sens et de valeurs, point de vue que ne paraît pas partager J.-P. Le Goff.

<sup>7</sup> Texte publié dans *Le Débat*, Jean-Pierre Le Goff, Paul Thibaud, Henri Weber, « Où va la gauche française ? »

<sup>8</sup> Cfr Jean-Pierre Le Goff, *La démocratie post-totalitaire*, Paris, La Découverte, 2002.